

# CHEZ LES GEANTS DU MONDE

Si la presse accorde la plus grande place à l'état des rapports internationaux entre l'Est et l'Ouest, elle est beaucoup moins prolixe sur la situation intérieure tant aux Etats-Unis qu'en Union soviétique et en Chine; or, les rapports internationaux dépendent pour une part importante de la situation interne dans ces pays mêmes.

Aux Etats-Unis viennent de se produire des élections à travers tout le pays qui ont coûté une défaite cuisante aux candidats républicains, c'est-à-dire au parti dont Eisenhower est l'élu et le dirigeant, et qui ont donné aux démocrates (à l'exception de l'Etat de New-York) une victoire de l'ordre de celle qu'ils avaient remportée il y a plus de 20 ans sous la direction de Franklin Roosevelt.

Bien que les problèmes internationaux, et plus spécifiquement au cours de ces dernières élections la question de Quemoy et des rapports avec la Chine populaire, aient occupé une place plus grande que ce ne fut jamais le cas dans des élections américaines, il serait complètement faux de penser que ces problèmes aient joué un rôle important quant au résultat des élections, et également faux de s'imaginer que la politique étrangère des Etats-Unis va se trouver profondément modifiée. L'impérialisme américain n'a pas une large marge de manœuvre sur le plan international, étant donné qu'il est le garant des positions essentielles du capitalisme dans le monde. Eisenhower ne veut pas remplacer Dulles; mais même si un tel remplacement avait lieu ou s'il a lieu dans deux ans, le nouveau secrétaire du Département d'Etat devra faire preuve de capacité dans des évolutions « au bord de l'abîme ».

Le résultat des élections américaines s'explique avant tout par la récession économique que les Etats-Unis ont commencée à connaître au cours du 2<sup>e</sup> semestre de 1957. Cette récession avait considérablement augmenté le nombre des chômeurs. L'administration Eisenhower se montra très hésitante à prendre des mesures financières énergiques afin de contrecarrer le recul de la production, surtout par crainte de favoriser les tendances inflationnistes. On pourrait objecter quant aux résultats des élections que, depuis avril-mai de l'année 1958, la récession ne s'est pas poursuivie et même qu'on enregistre à présent une très légère reprise. Cet état de la conjoncture économique est indiscutable; mais les électeurs américains — en tout premier lieu les travailleurs — savent bien la limite des progrès effectués (il y a encore un peu plus de 7 % de chômeurs par rapport au nombre des travailleurs employés), la productivité accrue nécessitant un moins grand nombre d'ouvriers pour la même production; ils n'ont pas le sentiment que la reprise est ferme et ample (leurs craintes à ce sujet sont légitimes). Aussi leur première réaction politique s'est manifestée sur les candidats démocrates au détriment des candidats républicains qui sont catalogués comme les hommes du « big business ».

Il faut donc mesurer à sa très juste valeur ce déplacement des voix qui ne montre encore aucune atteinte sérieuse à la stabilité politique des Etats-Unis. Le retard politique de ce pays qui dispose du « leadership » dans le monde capitaliste a trouvé une expression éclatante dans l'élection pour le gouverneur de l'état de New-York qui est, il ne faut pas l'oublier, celui où la vie politique est la plus intense et la plus moderne. Dans cet état, les deux candidats principaux étaient... des milliardaires. L'un, le gouverneur sortant, le démocrate Harriman, est un potentat des chemins de fer dont la fortune est estimée à quelque chose comme 45 millions de dollars. L'autre, le candidat élu, le républicain est un des fleurons de la dynastie des Rockefeller (la Standard Oil, connue sur les routes françaises sous le nom de Esso) et sa fortune est estimée — tenez-vous bien — à environ 450 millions de dollars!

Il y avait aussi dans cet Etat une liste socia-

liste-indépendante conduite par Lamont. A l'heure où nous écrivons, nous savons qu'elle a obtenu seulement près de 38.000 voix dans la ville de New-York et qu'elle n'atteindra probablement pas les 50.000 voix pour tout l'Etat. Ce qui nous paraît peu étant donné la notoriété de Lamont.

Ainsi, sur le plan politique, les Etats-Unis conservent tout le retard qui les caractérise. Cependant, les travailleurs américains ont montré leur fermeté sur la question de la défense de leurs droits syndicaux. En effet, dans six des Etats, les électeurs avaient à se prononcer également sur un projet de loi qui, s'il avait été adopté, aurait aidé les patrons à lutter contre les syndicats en repoussant la clause de « close shop », c'est-à-dire de l'obligation des ouvriers de se syndiquer. Le patronat avait employé tous les moyens pour faire adopter cette proposition de loi; il avait notamment spéculé sur les scandales qui avaient éclaté dans certains syndicats. Mais les travailleurs américains ont repoussé ce projet de loi dans cinq des Etats sur six. Cela ne veut évidemment pas dire que les droits syndicaux sont à l'abri des agressions patronales.

Un autre aspect de la réaction politique aux Etats-Unis est donné par la victoire de candidats ségrégationnistes dans le sud du pays, ces candidats étant d'ailleurs des membres du parti démocrate. On peut même dire que, depuis que les Noirs ont obtenu quelques résultats juridiques fédéraux dans le sens de l'égalité des droits avec les Blancs, les positions politiques des Blancs se sont plus fortement cristallisées que jamais en opposition à une telle égalité des droits.

Tandis que l'économie américaine bouge très peu, la situation économique dans les Etats ouvriers, et plus particulièrement en Chine et en U.R.S.S., continue d'être marquée par un dynamisme extraordinaire.

La Chine connaît ce que ses dirigeants eux-mêmes appellent une révolution « ininterrompue », au cours de laquelle aussi bien l'industrie que l'agriculture connaissent des progrès extraordinaires. La croissance éblouissante des chiffres s'explique fort bien. Le développement économique arriéré de la Chine (comme celui de tout pays sous-développé) n'est pas marqué seulement par le bas niveau des moyens de production, mais surtout par le sous-emploi dans les campagnes. La première tentative d'industrialisation de la Chine, copiée sur le modèle stalinien et ne visant qu'à créer des entreprises gigantesques se heurta à des difficultés immenses sur le plan de l'industrie, sans apporter de modifications appréciables dans les villages chinois. Les dirigeants chinois placés à la fin de 1956 devant des difficultés extraordinaires se souvinrent que la plus grande force productive de leur pays, c'était la main-d'œuvre. En 1957 ils orientèrent la paysannerie chinoise à des travaux (irrigation...) qui entraînerent une augmentation de la production agricole. Bénéficiant en 1958 d'une consommation accrue, les paysans ont été mobilisés depuis quelques mois pour construire de petits ateliers. Autrement dit, la Chine combine actuellement la création d'une industrie moderne avec le passage par des étapes que l'industrie a traversées ailleurs avant d'atteindre le stade présent.

Aussi ce qui se passe en Chine est-il loin d'être le socialisme, comme le prétendent les dirigeants chinois. Cela montre que la voie stalinienne du « socialisme » (collectivisation forcée, abaissement du niveau de vie des paysans et de la production agricole...) fut un crime contre le socialisme. D'autre part, dans l'expérience chinoise actuelle, à côté de progrès certains, remarquables, il faut souligner des aspects négatifs, une militarisation du travail au sein des « communes du peuple », une tension extrême qui ne pourra être tenue à la longue...

En U.R.S.S., il semble que les réformes écono-

miques (décentralisation de l'industrie, changements dans l'agriculture) entreprises par Khrouchtchev, pour élargir la base de la dictature bureaucratique, aient sur le plan strictement économique en grande partie donné des résultats satisfaisants.

Mais sur le plan social, politique et idéologique, la bureaucratie ne parvient pas à enrayer la critique dont elle est l'objet. On ne voit pas de manifestations spectaculaires à ce sujet comme ce fut le cas dans la période qui s'étendit de la mort de Staline à 1956-57, mais c'est en profondeur, et plus particulièrement dans les rapports avec les ouvriers que les difficultés ont été marquées. Aussi la bureaucratie a-t-elle dû recourir à un certain nombre de mesures pour donner aux ouvriers l'illusion qu'ils sont associés à la gestion des entreprises (plenum des producteurs). Nous aurons l'occasion de revenir en détail sur ces mesures. Elles traduisent à leur façon très limitée l'écho qu'ont eu chez les ouvriers soviétiques les idées développées par les Yougoslaves et, pendant quelque temps, par les Polonais sur les conseils ouvriers.

C'est précisément parce qu'ils sont conscients des dangers qui subsistent et se développent pour la dictature bureaucratique, que les dirigeants soviétiques mènent, avec une violence de ton qui rappelle les jours de Staline, une campagne effrénée contre le « révisionnisme » des Yougoslaves. En effet, le nouveau programme de ceux-ci, au lieu d'abonder dans le sens des bureaucraties que le socialisme serait réalisé, se place sur le plan d'une société de transition, analysent dans cet esprit l'Etat et l'économie et mettent en cause la bureaucratie.

C'est aussi l'inquiétude de couches dirigeantes bureaucratiques qui sentent leurs positions privilégiées menacées qui explique l'éruption de type stalinien à laquelle a donné lieu l'affaire Pasternak. Mais, même dans ce cas, on a pu observer que les manifestations grossières, à la différence de jadis, se heurtent non à une résistance active mais du moins à un refus pratique de s'y associer de nombreux écrivains.

Ainsi, après la période de « déstalinisation » spectaculaire, il se produit en U.R.S.S. une évolution qui à une étape ultérieure se traduira dans des phénomènes politiques et sociaux qui porteront beaucoup plus profondément sur la structure de la société soviétique, contre la dictature bureaucratique et pour une démocratisation effective de cette société.

## Dans notre Internationale

Le Comité Exécutif International de la IV<sup>e</sup> Internationale a tenu sa 21<sup>e</sup> session plénière au début de novembre.

A son ordre du jour se trouvaient les points politiques suivants:

- La situation internationale;
- La situation dans les Etats ouvriers, et le nouveau programme des communistes yougoslaves;
- La Révolution arabe.

Les deux premiers points ont donné lieu à une ample discussion. Les rapports seront publiés aussitôt que possible.

En ce qui concerne la Révolution arabe, le Comité Exécutif n'a procédé qu'à une première discussion sur un sujet jusque là jamais abordé par lui. Il a décidé de poursuivre encore la discussion.

Le 21<sup>e</sup> Plenum a également examiné un certain nombre de questions d'ordre organisationnel, relatifs soit à l'activité de l'Internationale proprement dite (écoles, publications), soit à celle de diverses sections.